



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture

## COMMUNIQUE DE PRESSE CONJOINT

### **Conférence ministérielle sur la sécurité alimentaire et la nutrition des États membres de la Commission de l'océan Indien (COI)**

#### **Le Programme-cadre régional de sécurité alimentaire et de nutrition (PRESAN) de la COI au cœur de la coopération régionale**

Vendredi 21 mars 2025, Antananarivo accueille la Conférence ministérielle sur la sécurité alimentaire et la nutrition des États membres de la Commission de l'océan Indien (COI) ce jour. Cet événement de haut niveau réunit les ministres en charge de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et de la nutrition des pays membres de la COI, ainsi que des représentants des partenaires techniques et financiers, pour discuter des défis communs et des stratégies concertées visant à garantir la sécurité alimentaire dans l'océan Indien. La COI a fait appel à l'expertise technique de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour préparer et organiser l'événement, ainsi que la réunion du comité de pilotage de son Programme-cadre régional pour la sécurité alimentaire et la nutrition (PRESAN) et une rencontre avec les partenaires en amont. L'appui financier de l'Union européenne, de la FAO et de l'Agence française de développement (AFD) ont également permis de tenir les deux jours de réunions et la conférence à l'Hôtel Carlton Anosy, Antananarivo, Madagascar.

#### **Une mobilisation régionale face aux défis alimentaires**

La région de l'océan Indien est confrontée à des défis croissants en matière de sécurité alimentaire, exacerbés par les effets du changement climatique qui affecte négativement la productivité agricole, les perturbations économiques mondiales et la dégradation des ressources naturelles. Face à ces enjeux, les États membres de la COI ont réaffirmé leur volonté d'adopter des stratégies communes pour renforcer la résilience des systèmes agricoles et alimentaires.

La situation actuelle de l'alimentation et de la nutrition dans la région de la Commission de l'Océan Indien (COI) reflète des défis croissants en matière de sécurité alimentaire et de durabilité. Alors qu'en 2015, l'objectif était d'éradiquer la faim d'ici 2030, la réalité en 2023 est bien différente : 150 millions de personnes supplémentaires sont touchées par la faim par rapport à 2015. La situation n'a pas beaucoup évolué en 2025.

En parallèle, les limites environnementales sont de plus en plus dépassées, avec six des neuf seuils planétaires franchis, contre quatre en 2015. Ces pressions environnementales ont un impact direct sur la production alimentaire et la résilience des systèmes agricoles dans la région COI. De plus, les pertes de productivité liées aux systèmes agroalimentaires représentent un coût colossal de 12 000 milliards de dollars par an, soit près de 10 pourcent du PIB mondial.

#### **Confirmation de l'engagement de la FAO à soutenir l'initiative de la COI et de ses États membres**

Lors de cette conférence, les discussions ont mis en avant les stratégies visant à améliorer la production agricole locale, à renforcer les chaînes de valeur agricoles et alimentaires, et à intégrer les systèmes alimentaires durables dans les politiques nationales. L'importance de la coopération régionale a été réaffirmée comme un levier essentiel pour anticiper et atténuer les impacts des crises sur la sécurité alimentaire.

Dans ce cadre, l'opportunité de développer des agroparcs régionaux a été soulignée, offrant une approche structurée pour stimuler la production, la transformation et la commercialisation des produits agricoles. Cette initiative pourrait bénéficier de l'initiative Hand-in-Hand (HiH) de la FAO, ainsi que de la plateforme du Forum Global d'Investissement de Rome, facilitant ainsi l'accès à des financements et à des partenariats stratégiques.

Pour plus d'informations :

Par ailleurs, d'autres opportunités émergent dans le cadre des solutions spécifiques aux Petits États Insulaires en Développement (PEID), notamment grâce aux expertises disponibles sur les structures institutionnelles. L'expérience de la SADC, avec le RAIP (Plan Régional d'Investissement Agricole) et le STOSAR (Système de Surveillance des Stocks de Sécurité Alimentaire), constitue un modèle inspirant pour renforcer la résilience et la coordination régionale.

### **Le PRESAN : un cadre stratégique pour la souveraineté alimentaire et l'intégration régionale**

La conférence a permis de faire le point sur la mise en œuvre du Programme-cadre Régional de Sécurité Alimentaire et de Nutrition (PRESAN), qui constitue un cadre essentiel pour coordonner les efforts en matière de sécurité alimentaire à l'échelle régionale. Le PRESAN vise à renforcer la souveraineté alimentaire en promouvant des pratiques agricoles durables et en consolidant les filières agroalimentaires.

"Le PRESAN n'est pas un projet à durée limitée, mais un cadre stratégique et un mécanisme auquel doivent s'arrimer toutes les initiatives en matière de sécurité alimentaire et de nutrition dans la région" a déclaré Edgard Razafindravahy, Secrétaire Général de la Commission de l'Océan Indien.

Mbuli Charles Boliko, Représentant de la FAO à Madagascar, aux Comores, à Maurice et aux Seychelles a mentionné dans son discours : "Il est essentiel que chaque pays membre de la COI adopte une vision positive et proactive, et à considérer le PRESAN comme une opportunité collective pour renforcer l'intégration régionale. Sa mise en œuvre effective représente une opportunité unique pour transformer les systèmes agricoles et alimentaires de la région."

Anthony Ngororano, Coordonnateur résident des Nations Unies à Madagascar a souligné que "Les États membres de la COI dépendent encore largement des importations pour satisfaire leurs besoins alimentaires. Cette dépendance les expose à des vulnérabilités face aux fluctuations des marchés mondiaux et aux crises diverses. C'est dans ce contexte que le Programme-cadre régional de sécurité alimentaire et de nutrition (PRESAN) a été élaboré, avec l'appui technique de la FAO et une contribution financière significative du Fonds international pour le développement agricole (FIDA), pour renforcer notre autonomie alimentaire et promouvoir des systèmes agricoles résilients."

Volatiana RAKOTONDRAZAFY, Représentante Résidente de l'ONUDI Madagascar, a soutenu que « L'ONUDI, en parfaite adéquation avec les objectifs du programme PRESAN, peut mettre son expertise et ses solutions intégrées au service du développement durable, de la transformation agro-industrielle et du renforcement des chaînes de valeur alimentaire en Afrique. »

« Le FIDA a apporté son appui financier au PRESAN, tout en restant fidèle à son mandat : rechercher des financements, jouer le rôle d'assembleur de fonds et faciliter la mobilisation des ressources sur le marché financier. Chaque entité analyse ainsi la situation et évalue les avantages qu'elle peut en tirer. », souligne Joseph Rostand Olinga BIWOLE, Représentant du FIDA et Directeur Pays pour Madagascar, Comores, Maurice et Seychelles.

S'exprimant en tant que chercheur, Jean-Marc Bouvet Directeur régional du Cirad rappelle que "La plateforme PRERAD (Plateforme régionale en recherche agronomique pour le développement dans l'océan Indien) de la Cirad, existant depuis 2014, regroupe aujourd'hui une vingtaine de partenaires dans la région. La structure de recherche régionale est en place, il est temps de saisir cette opportunité pour l'articuler avec le PRESAN afin d'augmenter la production, tout en intégrant les enjeux du changement climatique et en renforçant les capacités d'échange."

Jérôme Poutot, Directeur général d'Eclasia Madagascar, soutient que « Eclasia se dit confiant dans son engagement à travailler sur les problématiques des filières de l'alimentation, en visant une amélioration de leur efficacité. Il est essentiel de raisonner à l'échelle des filières pour les rendre plus résilientes, tout en renforçant l'écosystème à travers la fiscalité, les infrastructures et le développement des compétences. »

Josielle Rafidy, Directeur général de l'Economic Development Board of Madagascar adhère et soutient que « Les projets doivent être traduits en projets d'affaires sécurisés, tout en mettant l'accent sur l'importance d'un dialogue régional structurant. »

Pour plus d'informations :

Les ministres ont réitéré leur engagement à mettre en œuvre des actions concrètes pour renforcer les capacités locales, moderniser les pratiques agricoles et développer des systèmes alimentaires résilients, en cohérence avec les priorités du PRESAN.

### **Des perspectives prometteuses pour la sécurité alimentaire régionale**

Cette conférence ministérielle représente une étape décisive en amont du Sommet des Chefs d'État et de gouvernements de la COI, prévu en avril 2025, où les recommandations issues de cette rencontre serviront de socle pour l'adoption d'une déclaration politique sur la sécurité alimentaire et la nutrition en Indianocéanie.

À travers cette initiative régionale, les États membres de la COI réaffirment leur engagement commun à faire de la sécurité alimentaire une priorité, en tenant compte des besoins des populations et en plaçant la résilience au cœur des politiques agricoles et de nutrition.